

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Examens de fin d'année : Camélia Ntoutoume-Leclercq fait le point à Ali Bongo Ondimba

J.K.M
Libreville/Gabon

LE chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu hier, au palais de la présidence de la République, avec la ministre de l'Éducation nationale, chargée de la Formation civique, Camélia Ntoutoume-Leclercq. La membre du gouvernement a dressé au président de la République un bilan assez exhaustif du déroulement des examens de fin d'année sur l'ensemble du territoire national. Lesquels, a-t-elle indiqué, se sont déroulés sans anicroche avec, à la clé, des résultats globalement encourageants.

S'agissant du Certificat d'études primaires (CEP), le taux de réussite se situe à 80 % et celui du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) à 68, 96 %. Des résultats qui prouvent à suffisance que l'année scolaire s'est déroulée dans des bonnes conditions. Entendu que les bacheliers



Phase de l'audience que le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a accordée à la ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume Leclercq.

connaîtront leur sort aujourd'hui avec la proclamation des résultats du premier tour. Et ceux du second, le 2 juillet prochain. Par ailleurs, la ministre de l'Éducation nationale a annoncé au chef de l'État le lancement, depuis le 11 juin dernier, de la deuxième édition du concours national des meilleurs élèves. Une seconde édition qui, dans le prolongement de la première, vise à récompenser les cracks. Tout en mettant en exergue les valeurs de méritocratie, d'abnégation, du

goût de l'effort, de persévérance, etc. Sur un tout autre point, les deux personnalités ont évoqué la participation du président de la République, en septembre prochain, à New York, au sommet sur la transformation de l'éducation, dans le cadre de la 77e Assemblée générale des Nations unies. Un sommet dont le but est de mobiliser l'ambition politique, l'action, les solutions et la solidarité nécessaire pour transformer l'éducation.

Des officiels tchèques hôtes des juges constitutionnels

IL s'agit d'une délégation conduite par le Secrétaire d'Etat Miloslaw Stasek, qui séjourne dans notre pays depuis plusieurs jours.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

EN visite de plusieurs jours au Gabon, une délégation d'officiels tchèques conduite par le Secrétaire d'Etat Miloslaw Stasek a été reçue hier, au siège de la Cour constitutionnelle, par les membres de cette haute juridiction que préside Mme Marie-Madeleine Mborantsuo. Cette rencontre intervient à la suite des entretiens que ladite délégation a eus avec plusieurs membres du gouvernement dont d'ailleurs la Première ministre. Ce qui lui a permis d'ausculter de nombreux secteurs de l'économie gabonaise.

Devant les juges constitutionnels, Miloslaw Stasek a exprimé l'ambition des autorités tchèques quant à un partenariat gagnant-gagnant avec le Gabon. Lequel partenariat devrait s'exercer dans plusieurs secteurs. Entre autres : la santé, l'aéroportuaire, le tourisme, l'énergie, etc. Aux dires du membre du gouvernement tchèque, l'objectif de son pays qui

s'apprête à prendre la présidence de l'Union européenne est d'intensifier ses relations avec l'Afrique sub saharienne. "Et le Gabon, a-t-il dit, compte parmi les pôles ou territoires d'actions retenus".

Pour sa part, le président de la haute juridiction a salué l'initiative de la délégation tchèque. Tout comme elle a fait le lien entre la volonté d'investir au Gabon et la place de la Cour constitutionnelle gabonaise, relevant que toutes les conventions et autres actes de développement passés entre le Gabon et les pays étrangers sont soumis à l'examen de la Cour. Non sans souligner, comme pour rassurer ses hôtes, que tous les accords d'investissements signés par le Gabon sont garantis par des lois, et ces textes passent toujours par la haute juridiction.

Marie-Madeleine Mborantsuo a dit être persuadée que cette visite des autorités tchèques soit le point de départ d'une nouvelle coopération entre le Gabon et la République Tchèque.



Photo : Ngoubil Gaston

Entre nous soit dit

Aux grognards de RFI, intangible est notre souveraineté

Teddy OSSEY*

CERTAINS des amis et alliés traditionnels du Gabon ont du mal à concevoir et à accepter notre souveraineté. Ce qui se passe au pays des Mille Collines en ce mois de juin de l'an 2022, avec l'officialisation de l'entrée de notre pays dans la grande famille du Commonwealth, donne bien plus que de l'urticaire à ces éminences du quai d'Orsay. Comme Libreville s'est affranchie de leur blanc-seing, cela est perçu comme un affront, que disons-nous, un véritable outrage inqualifiable voire même impardonnable. Et sans plus attendre, la meute est lâchée. Radio France Internationale qui n'a jamais si bien porté son nom va donner de la voix. Voilà le pays d'Ali Bongo Ondimba cloué au pilori et voué aux gémonies. Les épithètes les plus offensantes sont de sortie. Ces inquisiteurs impénitents découvrent brusquement que le Gabon est un pays

autoritaire. Curieux et surprenant tout de même, tant que le clocher de la Francophonie était le seul qui se dressait sur nos terres, nos amis hexagonaux n'avaient pour le Gabon que les yeux de Chimène. Mais de décider en toute souveraineté de diversifier nos partenariats, cette trahison est inconcevable d'autant plus que le Gabon s'émancipe en se rapprochant de la perfide Albion.

Pour les descendants des Gaulois, il ne peut y avoir offense plus grande. Alors, c'est le lieu de se demander : mais de qui se moque-t-on ? Quand on connaît l'implication des plus hautes autorités françaises, pour placer à la tête de la Francophonie une ressortissante rwandaise dont le pays s'est débarrassé de l'usage de la langue de Molière avec fracas, mépris et dédain. Mais cette humiliation bue et consommée ne gêne aucunement ces lumières de Radio France Internationale. Leur conscience nostalgique et

passéiste reste engluée dans ce machin désuet et frappé d'obsolescence qu'on nommait le pré carré.

Toutefois, restons lucides. Le Commonwealth est un ensemble qui compte deux milliards cinq cent millions d'habitants. Il est aisé de mesurer les opportunités qu'une telle communauté offre, ainsi que les innombrables possibilités d'échanges pour un Gabon tant convoité et si courtisé, qui a fait le choix de l'émergence.

Le nouvel ordre mondial est en marche. Les équilibres géostratégiques changent chaque jour davantage, de même que les sphères d'influence prennent d'autres teintes, et la curieuse et étrange perspective que nous proposons nos chers amis, est de lire notre avenir dans le rétroviseur. Alors, comme le dit l'un de nos poètes : "Laissez-nous avancer". Bassé!

*Chroniqueur